

Déclaration liminaire FNEC-FP-FO53
CSASD 2d degré – 2 février 2023

Sous le mandat Blanquer, ce sont 7490 postes qui ont été supprimés en 5 ans, à nouveau le Ministère nous annonce encore 481 postes supprimés cette année, c'est insupportable ! Les conditions de travail pour les enseignants du second degré continuent de se dégrader dans les établissements : quid de l'attractivité souhaitée et prônée par le Ministre N'Diaye.

Notre fédération réclame une annulation de ces suppressions de poste et un recrutement à la hauteur des besoins : stop au démantèlement du service public ! Elle s'oppose également à la réforme du collège en préparation, et notamment à la suppression de la technologie en classe de 6° et s'inquiète légitimement de la réforme des lycées professionnels également. En effet, l'opposition actuelle à la réforme des retraites ne nous fait oublier que cette réforme des LP est toujours en cours et que les collègues continuent de la rejeter fermement et massivement.

En Mayenne, nous constatons une fois de plus que les différentes réformes continuent d'occasionner de lourds dégâts occasionnant une perte drastique de moyens qui surchargent encore davantage les classes, au détriment de l'apprentissage des élèves et des conditions de travail et de la santé des enseignants :

- les collèges semblent particulièrement impactés : en effet, nous constatons qu'avec une augmentation globale de 16 élèves, la DHG diminue de 106,9h, avec des suppressions de divisions.
- dans les LGT, nous constatons la perte de 182 élèves entre les prévisions de janvier 2022 et l'enquête lourde de septembre 2022 : s'agit-il comme nous le craignons d'une fuite vers l'enseignement privé ? Ou sinon comment expliquer cette perte d'effectifs ? Comment expliquer la perte de 343 élèves en un an ?
- dans les LP, si la DHG semble préservée, nous déplorons qu'elle ne tienne toujours pas compte des apprentis en mixage, et nous nous inquiétons de la hausse déraisonnable du taux d'HSA (en moyenne 1,5h par ETP alors nombre de collègues n'en prennent pas).
- en ULIS, nous nous étonnons qu'aucune prévision ne soit faite pour les effectifs entrants en 6° et donc qu'aucune création de division ne soit prévue : cela nous semble alarmant.

Nous renouvelons cette année encore notre demande pour l'ouverture d'une UPE2A en Mayenne. Pour rappel, cette demande avait été qualifiée de « piste » par le représentant de la DSDEN en CHSCT en 2021: nous constatons qu'il n'en est rien pour l'instant.

Les élèves allophones sont donc toujours pour la majorité de leur temps scolaire inclus dans des classes ordinaires, sans bénéficier de l'accompagnement dont il ont besoin. De plus, leurs enseignants sont souvent mis en échec, par défaut de formation ; la différenciation étant de fait impossible, surtout au vu des effectifs.

Ce projet de DHG ne nous apparaît pas acceptable en l'état.